

« Technique de la révolution syndicale »

L'aboutissement de la pensée et du parcours de Georges Valois

L'ouvrage de Georges Valois, *Technique de la révolution syndicale* a été publié en juillet 1935. Nous allons dans cet article résumer et commenter les grands axes de cet ouvrage, car il est sûrement le plus emblématique et le plus intéressant de Georges Valois. Ce livre marque la période, finale, d'une figure de l'extrême-droite française, devenue antifasciste, revenue au socialisme et au syndicalisme révolutionnaire. Le livre est d'ailleurs davantage un témoignage, un condensé de plusieurs écrits, lettres et analyses qu'un programme politique et syndicaliste tel que pourrait le suggérer son titre. L'ouvrage est édité par les *Éditions Liberté*, nom de la « coopérative ouvrière d'écrivains » fondée en mai 1934, où on retrouve également Edouard Berth, qui s'est réconcilié avec Georges Valois, et qui écrit parallèlement dans la revue de Pierre Monatte *La Révolution prolétarienne*.

Dans l'édition originale, avant d'entamer le texte en lui-même, il est d'abord remarquable que Valois avertisse, à la page bibliographique que « **On ne donne ici que les titres des ouvrages écrits à partir de 1928 et qui constituent le travail de révision intellectuelle entrepris par l'auteur entre 1925 et 1927** ». La rupture avec son passé est donc belle et bien revendiquée. Puis l'ouvrage commence par une dédicace : « **A tous ceux qui ont tendu une main fraternelle à l'auteur de cet ouvrage lorsque, après une longue erreur sur la révolution à accomplir, il est revenu se mettre au service de la révolution qui sert l'homme et qui conduit au surhumain, la révolution prolétarienne** ». Le *mea culpa* est assumé et la leçon semble tirée, ce qui est confirmé plus loin, page 178, dans une sous-partie intitulée « L'escroquerie fasciste » : « **Nous dénonçons ici l'escroquerie fasciste qui est tentée sous le nom révolutionnaire. Le fascisme n'est pas une révolution. C'est une régression brutale qui, par la violence, veut imposer, aux formes nouvelles de la vie individuelle et sociale, des hiérarchies périmées soutenues par les formes les plus anciennes et les plus rudes de l'autorité (...). Le fascisme n'est qu'un recours à l'autorité pour maintenir, entre les mains d'aristocraties et de théocraties en décadence, la propriété et le bénéfice d'un monde dont la prospérité est due à la science, à la technique, au travail** ».

La préface est écrite en mai 1935 et Valois réaffirme sa position antifasciste en alertant sur la nature trompeuse du fascisme. Car Valois rappelle que celui-ci est avant tout le basculement d'une certaine culture de gauche. « **Si le fascisme fait revivre le capitalisme, le militarisme et le cléricisme, c'est avec des hommes qui sont athées, qui sont étrangers à toute formation militaire et qui sont d'origine prolétarienne** » (p.7).

Le basculement fasciste apparaît alors lorsque le mouvement ouvrier est sur le repli défensif : « **le fascisme n'est qu'un phénomène passager, venu d'une insuffisance temporaire du socialisme** » (p.8). C'est par cette analyse pertinente que Valois alerte et prédit, cinq ans plus tôt, ce qui se produira en 1940, « **le prétendu travail de révision des néo-réformistes qui n'était, comme le néo-socialisme et comme le Demanisme¹, qu'une démarche inavouée pour l'abandon du socialisme, et une préparation au fascisme.** » (p.9). Pour Valois, ce basculement fasciste se produira si on ne donne pas aux militants et aux masses l'armement, la technique et l'outillage nécessaires aux principes fondamentaux de la révolution et du socialisme.

Valois est conscient que les analyses présentes dans *Technique de la révolution syndicale* « **ont été écrites en pleine action et selon les nécessités du moment** », collant au mouvement

1 Allusion à Henri de Man, dont nous allons reparler plus loin.

présent, « **c'est leur caractéristique, leur faiblesse et leur force** ». En effet, ce que Valois veut amener au travers de cet ouvrage, ce sont des éléments pour comprendre d'une part le processus fasciste, d'autre part pourquoi le réformisme, le « planisme », ne pourront rien contre, et enfin comment redonner un nouvel élan révolutionnaire au socialisme, comme l'indique la fin de sa préface : « **La révolution européenne, jusqu'ici subordonnée à la révolution russe, va se diriger rapidement vers ses objectifs propres. C'est le moment de sortir dossiers, études et plans pour le travail de réalisation.** »

En effet, l'ouvrage est divisé en plusieurs parties. La première grande partie, la plus intéressante de notre point de vue, s'intitule « *Doctrines et techniques de la révolution* ». Elle reprend les différentes lettres que Georges Valois adresse à Marcel Déat, qui est alors une figure du courant « néo-socialiste » au sein de la SFIO (ancien nom du Parti Socialiste actuel) ; aux représentants des deuxième et troisième Internationales (socialistes et communistes) ; à Léon Jouhaux et aux dirigeants de la CGT réformiste. Georges Valois donne alors son point de vue sur l'actualité et sur les lignes défendues par les différentes organisations politiques et syndicales du moment. Il confronte leurs positions politiques avec les siennes, leurs projets avec les siens. A 55 ans passés, fort de son expérience, Georges Valois alerte sur certaines tactiques et stratégies qui peuvent conduire à des basculements et à des trahisons, qui plus est dans un contexte des plus tendus. Ses analyses peuvent être encore aujourd'hui d'une actualité déconcertante. La deuxième partie de son ouvrage, intitulée « *Plans* », ainsi que les annexes, correspondent à quelques précisions des grandes lignes développées dans la première partie, notamment concernant les aspects de la vie culturelle et certaines mesures d'économie planifiée, sans grande importance. Le commentaire et résumé de texte qui suit se concentre donc sur les grandes lignes.

Classes moyennes : soutien du capitalisme et terreau du fascisme

Évoqué dans notre article complémentaire qui dresse le portrait de Georges Valois dans les années 1930, nous allons pouvoir ici préciser le propos à partir du présent livre. Valois s'attaque à l'esprit bourgeois des classes moyennes dans sa *Lettre à Marcel Déat*, écrite en août 1933. Le ton est assumé dès le début puisque Valois commence sa lettre par « **Déat, je viens combattre les thèses que vous avez soutenues au Congrès de Paris** » (p.15).

Marcel Déat est alors la figure du courant « néo-socialiste » au sein de la SFIO. Ce courant « révisionniste » du marxisme met les classes moyennes (notamment les ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise) au cœur de la transition vers le socialisme par un « Plan » porté sur le centralisme d'une économie dirigée, l'Étatisme et l'institutionnalisation des réformes sociales. A ce moment-là, Marcel Déat est aussi une figure de l'antifascisme, membre du *Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes*. Il pense qu'il faut prendre le fascisme de vitesse en s'emparant légalement de l'État et, donc, que la priorité est de rallier les classes moyennes.

Le néo-socialisme rompt donc rapidement avec la lutte des classes, avec le projet révolutionnaire et avec l'internationalisme. Ce basculement, Valois le connaît bien, d'autant que 9 ans plus tôt, en juin 1926 Marcel Déat se trouvait à la tête de 3000 socialistes antifascistes décidés à barrer la route à Georges Valois et à plus de 10.000 de ses partisans réunis à Reims pour une assemblée générale du Faisceau, qui projetait une « Marche sur Paris ». C'est en souvenir de cet événement que Valois rappelle à Déat, en 1935, « **c'est pourquoi je vous vois, vous et vos amis, proposer le salut du socialisme, une tactique en direction des classes moyennes, je vous apporte le résultat d'une expérience menée à fond, et grâce à laquelle je puis vous dire en toute certitude que, sur la voie où vous vous placez, vous trouverez sûrement le fascisme** » (p.17).

Cette prédiction se réalisera, puisque Déat deviendra non seulement un anticommuniste forcené après sa défaite électorale face à un communiste en 1939, mais aussi, un collaborationniste acharné via son *Rassemblement National Populaire*, fidèle au régime de Vichy et favorable à l'occupation nazie.

Mais en attendant, Valois tente de le raisonner : les mouvements politiques qui s'appuient directement sur la petite et moyenne bourgeoisie **« ont perdu non seulement leur volonté révolutionnaire mais même leur volonté de réformes » (p.18)**. Valois a rompu avec l'idéalisme de réconciliation des classes qui avait été le sien pendant plus de 25 ans : **« Vous vous trouvez là devant des gens qui ne comprennent pas la possibilité d'une organisation de l'économie. Ils ne comprennent que la défense de leurs intérêts » (p.24)**. Pour Valois, la raison de cette impossible compréhension est simple. Le socialisme, en tant que société basée sur le bien commun, l'intérêt général et une organisation rationnelle, ne pourra se réaliser qu'avec la suppression de l'économie individualiste dont les classes moyennes sont le moteur. Le socialisme se fera avec **« des organismes généraux, internationaux, nationaux et corporatifs » (p. 24)**.

Or, fort de son expérience et de son parcours personnel, Valois constate qu'on ne peut pas se fier aux classes moyennes pour la construction de ces organismes généraux puisque **« lorsqu'on les construit pour eux, lorsque, par hasard, un des leurs construit l'organe nécessaire, ils le torpillent au nom de l'individualisme, car ils refusent de subir la discipline nécessaire »**, rajoutant **« producteurs libres, et maîtres de leur caisse, ils entendent demeurer libres de conduire leur entreprise comme ils l'entendent (...) la classe moyenne veut demeurer dans l'individualisme économique » (p.19)**. Voilà une analyse qui, aujourd'hui, n'a pas pris une ride... Et quand on voit un pseudo essayiste comme Alain Soral, se réclamant de la pensée de Georges Valois tout en faisant la promotion de l'auto-entrepreneuriat et de la petite entreprise libérale dans ses vidéos, on ne peut que pointer l'hypocrisie et l'incohérence d'une telle démarche.

Toujours est-il qu'on aura beau tout faire pour maintenir les classes moyennes dans leur archaïsme, même en faisant du populisme qui **« électoralement, [...] peut vous valoir quelques succès » (p.20)**, ça ne changera rien à la nécessité historique. **« Il faudra un jour sauter le pas »** dit Valois, **« et toutes les lamentations des petits bourgeois ne changeront rien à l'événement »**. En cela, Georges Valois confirme son retour à une ligne et à une analyse marxiste : qualifiant les classes moyennes de **« résidu de l'histoire »**, il s'interroge : **« la question est de savoir comment on en déblera la scène historique où le combat se poursuit entre le prolétariat et le capitalisme » (p.21)**.

Après plus de 20 ans d'égarements, où Valois cherchait à justifier le maintien de la bourgeoisie, celui-ci se replace dans la ligne des disciples de Georges Sorel, pour lequel **« le sublime est mort dans la bourgeoisie »**. La bourgeoisie est l'incarnation de la médiocrité, une classe d'incapables qui a remplacé les antiques vertus héroïques par des intérêts mercantiles. Valois veut le démontrer à partir de son vécu. A commencer par *l'Action Française* (AF) : **« J'y ai vu les classes moyennes conservatrices. Elles faisaient l'apologie du syndicalisme, « forme moderne de la corporation ». Quelle plaisanterie ! Dans tous les groupes de l'Action Française, je n'ai pas trouvé un homme, vous entendez bien : pas un homme capable d'une action syndicale ou corporative » (p.22)**. Constat qui semble partager Georges Bernanos lorsque celui-ci affirme **« Nous formions des vœux pour le syndicalisme naissant. Nous préférions courir les chances d'une révolution ouvrière, que compromettre la monarchie avec une classe demeurée, depuis un siècle, parfaitement étrangère à la tradition des aïeux »²**.

2 Georges Bernanos, *Les grands cimetières sous la lune*, Paris, Plon, 1938, p.58

Mais la critique ne s'arrête pas là. Après la première guerre mondiale, Valois avait lancé une *Confédération de la Production*, rattachée à l'AF. **« Il n'y avait que des figurants (...) radicalement incapables d'une action économique, syndicale, coopérative quelconque (...), il n'est exactement rien resté, rien sinon, sous le nom donné par moi, un vague bureau de placement où on procure des larbins aux gens du monde et des employés fidèles aux bons patrons » (p.23).**

Ça a le mérite d'être clair. Il est ainsi curieux de voir aujourd'hui des cercles de l'AF s'improviser portes-paroles de la justice sociale, du monde du travail contre la République bourgeoise, d'encenser Georges Valois et sa « Monarchie populaire », son « ouvriérisme », lors de conférences et de formations, quand on voit ce que ce dernier pensait finalement d'eux.

Vient ensuite l'expérience politique du fascisme, avec la création du *Faisceau des combattants et des producteurs* en 1925. **« Il y eut vers nous une ruée des classes moyennes républicaines, avec une assez forte proportion de gens de gauche (...). Ils étaient plus ignorants que les petits bourgeois de droite (...). Ils n'y firent exactement rien. Seuls les hommes d'origine prolétarienne et socialiste, en nombre infime, travaillaient » (p.25).**

Valois veut prouver à Marcel Déat que les classes moyennes **« c'est l'ennemi de classe, l'ennemi de ce peuple ouvrier et paysan auquel nous appartenons, vous et moi » (p.28).** L'antifascisme de Georges Valois est devenu une conviction solidement ancrée dans sa pensée et reprend ce qui est désormais une évidence pour l'ensemble du camp socialiste et révolutionnaire : **« S'il est parfaitement exact que, au départ des mouvements fascistes, il y a de l'anticapitalisme, il est certain que, très rapidement, le gros capitalisme entretenant les bandes fascistes, les tourne contre le prolétariat, ce qui est facilité par les sentiments anti-prolétariens des hommes des classes moyennes en voie de déclassement vers le prolétariat » (p.30).**

Mais malgré l'opinion, assez dure, que Valois porte à l'égard des classes moyennes, il n'en laisse pas moins la porte ouverte dans le cadre de l'instauration du socialisme : **« Les représentants des classes moyennes ont à se demander s'ils préfèrent devenir employés d'une oligarchie financière et industrielle ou gérants responsables des secteurs petits et grands d'une économie socialisée » (p.182).**

Réformisme : « Voulez-vous me dire ce que vous ferez ? Exactement, rien. »³

Par la critique antifasciste des classes moyennes, son autocritique aussi, puisque Valois fait partie de cette petite bourgeoisie, il dénonce également le réformisme et la social-démocratie : **« La II^e internationale a perdu les positions éminentes qu'elle a occupées dans plusieurs pays, soit à côté du pouvoir, soit dans le pouvoir » (p.70).** En effet, tout comme le fascisme qui ne veut pas bousculer la bourgeoisie pour tenter « l'unité de la nation » et « la paix sociale », le réformisme maintient la domination de la classe bourgeoise sur la société en refusant le processus révolutionnaire et en limitant le rapport de force.

Par conséquent, Valois rappelle à Déat que les réformistes se feront toujours écraser et orienter par le capitalisme : **« Le Pouvoir, le vrai Pouvoir, le seul Pouvoir de notre temps, il est dans les banques et dans les comités économiques (forges, houillères, assurances, etc.) qui contrôlent, vous le savez aussi bien que moi, la presse et les rouages des partis au parlement » (p.39).** Pire, pour Valois, le réformisme débouche sur la collaboration et à terme la trahison de la classe : **« Sans appuis révolutionnaires vous serez impuissant contre le Pouvoir économique. C'est lui qui vous manœvrera (...) et on vous obligera à marcher contre ceux qui sont encore vos**

3 Première partie, *Lettre à Marcel Déat*, page 38.

camarades aujourd'hui ». (p.40)

Le réformisme, tel que le veulent les néo-socialistes, ainsi que d'autres courants politiques de cette époque, est donc aux yeux de Valois une déclaration d'impuissance qui rabaisse le socialisme, car il rend celui-ci incapable de prendre la direction des événements. Bien au contraire, **« il faut que le socialisme soit pur, qu'il ait évité dans la plus large mesure du possible les compromis inévitables au sein du parlementarisme » (p.60)**. Mais au-delà de la sphère partisane et parlementaire, le syndicalisme est également gangrené par le réformisme. La CGT est divisée depuis 1921 entre une « CGT » réformiste, qui gravite autour de l'Internationale socialiste, et une « CGTU » révolutionnaire, qui gravite autour de l'Internationale communiste.

Les deux CGT se réunifieront en 1936. Mais pour l'heure, en février 1935, Georges Valois adresse une « *Lettre à Léon Jouhaux et aux dirigeants de la CGT* ». Le titre de cette *Lettre* est intéressant puisqu'il reprend celui d'un texte paru trente ans plus tôt, co-signé de Emile Pouget et Emile Pataud, deux anciens responsables syndicaux, et qui s'intitule « *Comment nous ferons la Révolution* ». Ce texte témoignait alors de l'imprégnation du syndicalisme révolutionnaire dans la CGT avant la Première guerre mondiale. Pour rappel, ce fut précisément Léon Jouhaux, en 1914, qui trahit le mouvement ouvrier et le syndicalisme révolutionnaire, en poussant la CGT dans la collaboration de classe et l'Union sacrée. Valois ne manque d'ailleurs pas de le lui rappeler : **« Je ne veux pas faire intervenir dans le débat toutes les considérations connues sur le Réformisme de certains d'entre vous, sur les conséquences du 2 août 1914, sur les causes et conséquences de la scission » (p.107)**.

Georges Valois s'en prend à l'inaction et au réformisme de la CGT par un angle d'attaque plutôt judicieux, un événement marquant de la Troisième République : l'émeute du 6 février 1934 des ligues d'extrême-droite⁴. Valois interpelle alors les dirigeants syndicaux **« vous êtes à la tête de l'organisation sans laquelle la révolution ne peut être conçue, et dont on attend l'initiative révolutionnaire depuis le 6 février 1934 » (p.105)**. Pour Valois, la CGT est la clé dans la bataille entre fascisme et socialisme : **« Ou le capitalisme d'État avec le fascisme, ou le socialisme, avec les syndicats et les coopératives »(p.42)**. Mais l'action révolutionnaire ne viendra pas du côté de la CGT de Jouhaux. C'est un « Plan national et économique », avec un courant dit « planiste »⁵, proche des positions néo-socialistes, qui est proposé à la place. Valois fait remarquer que ce « Plan » a des **« similitudes avec d'autres plans qui, comme celui du 9 juillet, sont sortis d'une collaboration entre capitalistes et socialistes presque entièrement fascisés » (p.106)**.

En effet, parmi les responsables cégétistes partisans du planisme, on trouve par exemple René Belin, secrétaire général adjoint, ancienne figure de la Fédération CGT des PTT, et futur ministre du travail dans le régime collaborationniste de Vichy. Valois fait donc le lien entre le réformisme et la fascisation de la société des années 1930 et prévoit même **« une guerre de l'Europe fascisée contre l'Union soviétique » (p.108)**. Pour éviter cette malheureuse mais juste prédiction, Valois considère qu'il n'y a qu'un seul plan urgent à faire : un plan révolutionnaire. Les objectifs n'étant pas de « vaincre la crise » par un plan réformiste, mais de préparer le prolétariat à la révolution socialiste et, donc, réussir la mutation sociale qui doit en découler.

Valois alerte et met en avant l'impuissance, la trahison même, du réformisme tant politique que syndical. Le plan de la CGT est perçu comme étant un moyen de renflouer le capitalisme, de maintenir le système en place. Tandis que les néo-socialistes excluent les capacités

4 Le contexte et les événements sont racontés par Georges Valois entre les pages 150 et 176. L'analyse met notamment en lien les grandes puissances d'argent avec les ligues factieuses, reprenant des articles publiés dans la revue « *Chantiers coopératifs* » du 10 février 1934 sous le titre « *Nous accusons* ».

5 Le planisme vient à la base de Belgique, via un ouvrage du socialiste Henri de Man intitulé « *Au delà du marxisme* ». Celui-ci basculera vers le fascisme.

révolutionnaires de la classe ouvrière en se reposant sur les classes moyennes, le plan de la CGT exclue la classe ouvrière de tout rôle et contrôle dans le monde du travail : « **Le plan de la CGT a ceci de curieux qu'il ne donne aucune place à l'organisation confédérale dans l'avenir (...). En résumé, le plan ouvrier, syndical, confédéral ne fait confiance, pour l'organisation économique nouvelle ni à la classe ouvrière, ni au syndicalisme, ni à la CGT elle-même** » (p.124 et 125).

En effet, le plan prévoyait que les responsables de la production et des industries nationalisées soient nommés, non par l'ensemble des travailleurs de ces secteurs et entreprises, mais par un Conseil supérieur, sur proposition du collège cadre. Et pourtant, au même titre que les réformistes, Georges Valois est conscient que le prolétariat est dans une phase de repli et n'est pas prêt à l'action révolutionnaire. Mais la différence majeure pour celui-ci, c'est que « **la question n'est pas de savoir si la classe ouvrière est apte ou non à la gestion de l'économie : la question est de savoir comment l'on rendra la classe ouvrière apte aux fonctions que l'évolution générale lui impose. Encore une fois, comment ferons-nous la Révolution ?** » (p.128).

La révolution russe n'est pas transposable ailleurs

Ce n'est pas non plus du côté du bolchevisme que Valois pense trouver la réponse à cette question. Depuis plus de 10 ans, et même à l'époque du *Faisceau*, au travers du journal *Le Nouveau siècle* et de son ouvrage *La Révolution nationale*, Georges Valois affirmait ses sympathies pour la Révolution russe, et la prise en main de la situation par les léninistes. D'ailleurs, à la fin des années 1920, le fascisme français implose en partie du fait que Valois refuse d'engager le mouvement sur une ligne politique anticommuniste. Pourtant, cette ligne l'aurait probablement mené au pouvoir et à l'instauration d'un régime fasciste en France, il en est conscient.

Mais il est aussi conscient que le monde a changé de base, comme le disent les paroles de *l'Internationale*. « **Avant les réalisations de la Révolution russe, les idées des socialistes sur les réalités d'une société socialiste étaient extrêmement floues (...). Le socialisme est définitivement sorti du pays d'Utopie** ». (p.45-46). C'est de cette analyse que les scissions entre sociaux-démocrates et communistes se sont déroulées dans le monde entier au début des années 1920. Le basculement antifasciste et socialiste révolutionnaire de Georges Valois est donc un peu tardif par rapport à la chronologie des événements, mais semble en tout cas honnête et définitif. Valois se range du côté de l'analyse communiste de la situation internationale : « **La Révolution russe, première des révolutions prolétariennes, a ouvert aux peuples la voie de la révolution universelle, par une audace, une volonté et une ténacité presque surhumaines. Quelles que soient les critiques qu'on puisse lui adresser, elle a effectivement commencé la construction du socialisme sur son territoire, et déclenché dans le monde entier le renversement des valeurs** » (p.70).

Cette réalité entraîne même Valois à considérer, comme les communistes, la phase transitoire de « dictature du prolétariat » comme un mal nécessaire dans la situation russe : « **J'ajoute que je me rends parfaitement compte des nécessités rigoureuses qui se sont imposées au gouvernement soviétique menant contre l'Europe capitaliste une lutte gigantesque, où il était obligé de défendre des populations encore incultes, illettrées, contre la perfidie de tous les « services d'intelligences » de la coalition** » (p.73).

Mais après l'euphorie et l'élan qui suivirent la révolution de 1917, il faut en 1935 se faire une raison. Dans sa *Lettre aux deux internationales*, Valois interpelle les dirigeants et militants communistes : « **Depuis la Révolution d'Octobre, la IIIème internationale n'a pas su réussir une seule opération révolutionnaire dans toute l'étendue du monde civilisé, hors les limites de**

l'ancien empire des tsars » (p.70). En effet, après les défaites de plusieurs tentatives insurrectionnelles à la fin de la Grande guerre, puis dans les années 1920, à travers toute l'Europe et dans le monde entier, le mouvement ouvrier et révolutionnaire se replie sur les « municipalités rouges », la culture bourgeoise de gauche, et sur la stratégie des Fronts populaires. Pour Valois, c'est là la preuve de l'échec de l'Internationale communiste, alors acquise au modèle léniniste, à pouvoir s'étendre ailleurs que sur un territoire proche ou influencé par la Russie.

Conscient qu'une orthodoxie idéologique limite la liberté, et donc le socialisme, Valois prend ses distances avec le modèle russe. Que ce soit pour la IIème ou la IIIème Internationale, il rappelle que **« l'expérience nous enseigne que toute vie, toute réalisation socialiste sur le plan et selon la méthode des partis met la liberté en péril, tandis que la méthode syndicale donne à la liberté des bases sociales solides » (p.78).** Mais il y a une autre raison à la prise de distance vis-à-vis du « Parti ». Il est évident que l'histoire et le contexte russes ne sont pas ceux de la France ou ceux d'autres pays. Au moment de la révolution russe en 1917, l'empire des Tsars a 200 ans de retard sur les pays européens de l'ouest, ce qui sera d'ailleurs remarqué pendant la Première guerre mondiale. Le bolchevisme, fruit insurrectionnel de ce retard en Orient, et prenant comme source d'inspiration la révolution française de 1789, n'est donc pas transposable aux réalités, si différentes, de pays européens et occidentaux, modernes et industrialisés. En outre, Valois est lucide lorsqu'il affirme **« On ne renverse pas par la seule insurrection un pouvoir économique » (p.134).**

De ces spécificités propres à la Russie d'alors, Georges Valois affirme qu'on ne peut en dégager une vision révolutionnaire universelle, calquée sur le léninisme. Il a également bien conscience qu'en URSS il y a **« une économie socialisée sous la forme d'un capitalisme d'État prolétarien et bureaucratique. Il y a socialisation mais non socialisme, (...) l'opération de socialisation, conduite avec une conception utopique de l'homme, n'a réussi que par voie d'autorité ; elle se maintient par la dictature » (p.86).**

En raison du retard industriel de l'ex-empire russe, le dynamisme de production de l'Union soviétique n'est possible que par la contrainte autoritaire. Au contraire, le Socialisme est censé libérer l'humanité et éliminer toute dictature. C'est pourquoi Valois amène le point de vue suivant : **« Nous devons concevoir que la révolution socialiste doit être à forme syndicale, et que le syndicat doit devenir le lieu même de la révolution culturelle prolétarienne. Ce qui est au surplus l'accomplissement de la pensée marxiste sur la libération des travailleurs par leur œuvre propre » (p.78)**

Le syndicalisme révolutionnaire comme unique salut du Socialisme

On peut le voir, Georges Valois n'est donc pas devenu partisan du réformisme social-démocrate, pas plus que du marxisme-léninisme russe. **« Le problème n'ayant été résolu ni par la IIème ni par la IIIème Internationale, qui ont au surplus accompli leur mission historique, il se peut que la solution soit apportée par une IVème Internationale⁶, qui au lieu d'être idéologique, sera syndicale et coopérative » (p.88).** Cette phrase est intéressante, car elle enterre l'interprétation faite par l'extrême-droite du parcours de Georges Valois, qui souvent résume son parcours par « ni capitalisme libéral, ni communisme totalitaire », justifiant ainsi un positionnement « nationaliste-révolutionnaire ».

Mais Georges Valois est (et le restera jusqu'à sa mort) plutôt partisan d'un socialisme

⁶ Rappelons que la IVème Internationale « troskyste » n'est pas encore d'actualité au moment où Valois écrit, elle ne le sera que trois ans plus tard, en 1938.

fédéraliste et libertaire, international et non dogmatique, dont l'ossature serait portée par les syndicats et les coopératives. Le parcours atypique, voir chaotique de Valois, aboutit finalement à la conclusion syndicaliste révolutionnaire. **« Nous devons nous employer à rendre possible la naissance et le développement d'un syndicalisme révolutionnaire actif, audacieux, conscient de son rôle dans la période de transition où nous sommes, conscient de son rôle dans la société socialiste, où il demeurera l'organe par lequel seront établies les conditions du travail et par lequel la direction des secteurs de l'économie sera maintenue en haleine pour le progrès technique » (p.52).**

En effet, Georges Valois aborde dans *Technique de la révolution syndicale* tous les thèmes qui forment l'identité du syndicalisme révolutionnaire (SR). Il commence par remettre en question la notion de parti politique et condamne l'orthodoxie idéologique. **« On tient le socialisme pour l'idéologie construite par des intellectuels qui l'enseigneront au prolétariat comme moyen de salut » (p.76).** Dans de telles conditions, Valois sait bien que le prolétariat n'est pas maître, il est dirigé par une nouvelle classe qui le domine politiquement, économiquement et culturellement. L'idéologie et le parti politique sont donc identifiés comme la source de dégénérescence d'un Socialisme qui se veut pourtant libérateur. Pour Valois comme pour les SR en général, la révolution est, et sera systématiquement, trahie par les intellectuels avant-gardistes et autres révolutionnaires « professionnels ». Ce n'est certes pas une science, mais d'un point de vue contemporain, il est difficile de contredire cette position quand on regarde comment ont fini les révolutions « socialistes » du siècle dernier...

Selon Valois, le problème posé par l'idéologie, c'est : **« nous n'apportons pas aux hommes des outils pour leur intelligence. Nous voulons introduire dans leur intelligence nos produits intellectuels » (p.75).** Ainsi, Valois revient au principe d'origine du syndicalisme révolutionnaire qui consiste à produire des idées par la pratique, et non l'inverse. C'est tout simplement renouer avec la culture ouvrière du travail, où l'apprentissage et la formation se font en travaillant, en pratiquant, non en parlant ou en philosophant. Le syndicat est donc perçu comme le moyen d'éviter la dégénérescence du socialisme, il est le lieu privilégié **« où l'on s'associe, non selon la communauté de pensée, mais selon la communauté des conditions, et où la pensée est au service de l'action » (p.78).**

C'est pourquoi le syndicat est non seulement l'outil de résistance, l'outil révolutionnaire de la libération, mais aussi l'outil de réorganisation sociale. Valois renoue avec l'esprit de la Charte d'Amiens constitutive de la stratégie de la CGT en 1906. **« Contre le capitalisme, il n'y a qu'une mobilisation possible et efficace, celle des syndicats, par la grève, celle des coopératives par l'organisation du ravitaillement et celle de la force qui se levait à Valmy par les milices ouvrières et révolutionnaires » (p.39).**

Même si Valois ne croit pas en une révolution qui se ferait dans la rue, il a un plan révolutionnaire, voulant former le prolétariat au combat, le préparer à l'affrontement de classe, lui donner une « technique militaire » afin qu'il ne soit plus seulement une classe en soi, mais une classe pour soi. **« Il faut insister sur la nécessité d'une organisation militaire. La preuve est faite et refaite. Je suis le premier à dénoncer le bric-à-brac romantique de la révolution dans la rue ; on ne prend pas le pouvoir dans la rue. (...) Il faut savoir que ce n'est pas l'essentiel, mais il faut y être prêt, et s'y entraîner » (p.55).** Dans les années 1920 et 1930, les organisations politiques et syndicales tendent vers les rapports de force physiques et l'organisation en milices. Du côté socialiste, cette tendance semble se faire dans la quinzième section de Marceau Pivert avec les TPPS (« Toujours Prêts Pour Servir »). C'est d'ailleurs dans cette même quinzième section que Valois fait sa demande d'adhésion à la SFIO en octobre 1935.

Face aux plans néo-socialistes et planistes, Valois expose un plan d'action plutôt cohérent, entre les pages 134 et 146, un « **plan de rassemblement des forces révolutionnaires, un plan d'attaque du régime, un plan d'occupation du terrain dès la première victoire et un plan d'organisation générale (p.135)**. Pour résumer, le rassemblement des forces révolutionnaires doit se faire en dehors des écoles philosophiques et autour des organisations prolétariennes. L'attaque du régime doit se faire par ce rassemblement et par une préparation insurrectionnelle de prise du pouvoir politique. Sur le plan économique, les grèves doivent aboutir à une grève générale révolutionnaire portant « **la candidature ouvrière à la direction de l'économie** » (p.137).

Parmi les objectifs prioritaires désignés par Valois : les banques, les trusts et les compagnies d'assurances, les grands comités économiques (consortiums patronaux de branches d'activités) et les secteurs affiliés à l'énergie et aux mines, doivent être nationalisés, puis socialisés pour éviter l'étatisme, par étapes et sous contrôle syndical. Les secteurs privés disparaîtraient progressivement dans la socialisation afin d'avoir une société unifiée par l'optimisation du travail. Parallèlement, les manifestations visibles du pouvoir naissant devraient être constantes en étant prêtes à des « chocs de rue ». Dans ce processus de conquête, la CGT se doit de « **prendre l'initiative d'une organisation générale de presse à l'usage de tous les groupements révolutionnaires** » (p.141).

Valois veut se servir de son expérience, acquise au sein d'organisations factieuses, pour former les organisations prolétariennes. Puisque le capitalisme et la bourgeoisie imposent la lutte des classes dans la société, par l'exploitation et la quête du profit, le prolétariat doit se constituer en armée. Cette guerre sociale, les travailleurs (qui ne font que se défendre) n'en sont pas responsables, il n'en sont pas la cause, mais ils doivent y mettre un terme, dans l'intérêt général. C'est pourquoi, il faut que « **partout, dans les syndicats, les coopératives, les organisations culturelles, les militants conservent l'état d'esprit des services actifs d'une armée en campagne** » (p.58). Cet état d'esprit militaire doit aider à la conquête du pouvoir et surtout à le garder. « **Il s'ensuit que nous devons premièrement prévoir une période de lutte contre un adversaire maître de ses moyens, deuxièmement une période de lutte contre un adversaire abattu mais dont les forces pourront se regrouper par paquets et causer de graves dommages à notre travail d'édification du socialisme** » (p.135).

En toute logique, Valois est revenu au syndicalisme révolutionnaire de sa jeunesse car la préparation révolutionnaire se pratique surtout via la « gymnastique » (comme pouvait le dire Emile Pouget) des grèves. La multiplication de celles-ci doivent amener la grève générale expropriatrice qui déclenche la révolution. Le plus important est donc de donner les outils de lutte et d'organisation au prolétariat pour qu'il puisse assurer cet objectif presque mythique. « **La grève est le moyen par lequel on maîtrise l'adversaire (...). Elle exige une forte préparation matérielle et morale. (...) La préparation des grèves, c'est, pour la classe ouvrière, l'école de l'organisation économique et de l'organisation de combat** » (p.52).

Le syndicalisme révolutionnaire, par la « double besogne » (mener des luttes d'amélioration des conditions de vie et de travail au quotidien, tout en préparant la rupture inévitable avec une classe bourgeoise capitaliste qui ne se laissera pas faire), « **donne à ses militants la mission de partir à la conquête coopérative de telle ou telle branche de l'industrie. Et qu'il établisse un plan d'organisation coopérative de l'économie générale.** » (p.53)

La République syndicale : « Tout le pouvoir aux syndicats »⁷

C'est donc à un Socialisme bien défini que Valois veut arriver, et qui s'apparente au projet du syndicalisme révolutionnaire. Tout au long de son ouvrage, la démonstration de Valois est claire et fluide : d'une part, le réformisme ne peut pas instaurer le socialisme car il refuse l'expropriation et le contrôle ouvrier ; d'autre part, le système soviétique a finalement du mal à instaurer un véritable communisme en raison d'une gestion dictatoriale plus ou moins nécessaire. **« Le problème, sur lequel le socialisme bute depuis si longtemps, devient clair et facile dès que l'on combine les deux forces organisées de la démocratie économique, le syndicalisme et la coopération » (p.130).**

La société socialiste, pour Valois, se met en place par une « République syndicale » ou un « État syndical et coopératif ». Pour lui, le problème du réformisme est résolu, puisque seule la révolution prolétarienne peut accoucher d'un authentique socialisme, comme il a tenté de le démontrer dans une bonne partie de son ouvrage. **« Je suppose que l'on écarte d'emblée les moyens de gestion apportés par un parti prenant le pouvoir parlementairement, et gouvernant l'économie par les moyens d'État » (p.130).** De même qu' **« il y a lieu d'écarter toute formule d'économie socialiste étatiste. L'étatisme socialiste ne serait que le prolongement de l'étatisme bourgeois » (p.182).** D'ailleurs, pour faire face à l'émergence éventuelle d'une technocratie déconnectée du réel, la société tournerait exclusivement autour du statut de travailleur-producteur : **« Pour la tâche politique, (...) il n'y aura de société possible qu'entre producteurs, aucun droit civique ne pouvant être reconnu à l'oisif, hors l'invalidité venue du travail ou le chômage forcé » (p.201).**

Reste le problème de la contrainte par autorité, posé par l'expérience russe. Valois fait part d'un premier point de vue entre les pages 94 et 104. Pour lui, la contrainte socialiste devrait plutôt se baser sur une discipline collective, une « contrainte mutuelle », entre producteurs et consommateurs. Ceux-ci se rassembleraient alors dans leurs syndicats respectifs, défendant leurs intérêts de production et de consommation, les problématiques rencontrées devant se résoudre collectivement. Le propos est précisé plus loin : **« A côté de la coopérative de gestion et d'exploitation technique, le syndicat continuera de défendre tous les travailleurs, qui devront être défendus devant les gérants de coopératives comme devant les fonctionnaires des municipalités de l'État, comme ils doivent l'être au sein de la société capitaliste » (p.185).**

La « contrainte mutuelle » doit donc être l'équilibre qui permet des relations sociales harmonieuses dans tous les domaines de la société. La socialisation et l'instauration de lois communes seraient alors officialisées par un « État technique », décentralisé, « à base syndicale », qui ne fonctionnerait plus par voie d'autorité mais par voie de délégation, à partir de l'échelle communale et locale. **« Aux municipalités à base syndicale, les services sociaux, les distributions de la force et de la chaleur, l'organisation de la vie culturelle, l'organisation de l'habitation » (p.183).**

Le même schéma est appliqué aux domaines économiques : **« On aboutit ainsi à une assemblée à base syndicale constituée par secteurs économiques : elle peut être complétée par une représentation territoriale déléguée par les municipalités, elles-mêmes constituées en syndicats, ces deux représentations formant une Chambre ou deux selon ce que l'expérience conseillera » (p.181).** Il semble finalement que Valois penche pour un système socialiste bicaméral. Outre l'inspiration du « modèle anglais » auquel on pourrait d'abord penser, il apparaît plus pertinent que Valois prenne son inspiration dans l'expérience de Fiume et de sa « Charte du

⁷ L'expression de « Tout le pouvoir aux syndicats », reprenant le slogan de la révolution russe « Tout le pouvoir aux soviets », est utilisée par Georges Valois à plusieurs reprises.

Carnaro » en 1920, auxquelles il a déjà fait allusion dans des écrits antérieurs. **« Il ne s'agit pas d'intégrer le syndicalisme à l'État, ce qui est une manière de domestiquer les syndicats. Il faut créer effectivement l'État syndical et coopératif où, à côté d'une assemblée parlementaire qui demeurera pour permettre les grandes manifestations de l'esprit public, il y aura une assemblée des délégués, des syndicats et des coopératives, assemblée qui sera comme l'autre, l'expression de la souveraineté » (p.41).**

Si on peut considérer que Valois semble reproduire ici l'erreur de la gauche, à vouloir séparer les domaines politiques des domaines économiques, il n'en demeure pas moins que la dictature des pensants sur la « vie réelle » est terminée. Le bien public résultant de l'activité productive, l'économie devient maîtresse de la politique et recentre les débats autour de l'intérêt général et du bien commun. Le syndicat étant l'organisation historique et « naturelle » des travailleurs, il est alors logique que le syndicat gère une société socialiste basée sur la valeur travail. Quoi qu'il en soit, Valois avait déjà perçu qu'il fallait changer la façon de faire de la politique : **« Que le vieux parlementarisme soit dépassé, il est à peine besoin de le dire. Que le système des assemblées demeure, c'est ce qu'il faut affirmer » (p.180).**

Finalement dans cette future société socialiste, pour Georges Valois, l'État, le syndicat, la coopérative et la municipalité ont chacun leur fonction. Cependant, tous auront comme source de départ le syndicalisme. **« Aux syndicats de fournir les cadres de la structure essentielle de l'État pour la représentation économique et territoriale, et de constituer à tous les échelons de la vie économique et sociale, l'expression de la collectivité en même temps que la défense permanente du travail » (p.183).**

Valois veut élargir en quelque sorte le modèle d'organisation de la CGT, avec ses structures professionnelles et territoriales, afin d'en faire une nouvelle base d'institutions pour l'ensemble de la société. **« Nous voulons une démocratie économique directe, organisant la gestion à la base. Nous la construisons avec le syndicat et la coopérative, organisée pour se contrôler mutuellement. Tout le pouvoir aux syndicats : ce qui signifie que l'ensemble des moyens de production est sous le contrôle direct des producteurs organisés. Toute la gestion aux coopératives : cela signifie que la gestion des moyens de production sera confiée par l'appareil syndical aux collectivités de consommateurs et d'usagers, qui nommeront les responsables» (p.130).**

Avant de conclure, il est important de souligner que le projet de société que propose Georges Valois porte également la marque de l'internationalisme. Il reconnaît que **« tous les secteurs économiques de la planète sont interdépendants. (...) nous devons construire les nouvelles institutions, non selon les intérêts d'un clan ou d'un parti, mais selon les nécessités du travail. » (p.200).** A l'inverse du mondialisme bourgeois, l'internationalisme prolétarien ne signifie nullement l'effacement de l'échelle nationale ou encore la primauté du global sur le local. Il s'agit justement d'avoir une vision d'ensemble pour pouvoir coordonner et agir au plus près des besoins spécifiques des populations.

Pour Valois, l'internationalisme va évidemment de pair avec la lutte contre la guerre : **« Quelle que soit la régression qui se produise par les repliements nationaux (...) l'activité humaine est d'organiser l'humanité en sociétés d'hommes libres dégagés de tout lien avec cette monstruosité qu'est la guerre » (p.137).** En effet, l'armistice de 1918 n'a pas permis l'apaisement des relations conflictuelles entre nations belligérantes, bien au contraire. Dans un premier temps, Valois entend donc pousser à l'échelle européenne le modèle de *République syndicale* **« nous tendons à la coopération des peuples pour l'Union des Républiques européennes, réplique de l'Union Soviétique, et nouvelle étape de la paix universelle » (p.137).**

Conclusion

Pour celles et ceux qui se sont penchés sur le passé politique de Georges Valois, on peut voir que son parcours est pour le moins surprenant, chaotique, et peut apparaître comme versatile. Mais il aboutit, à la fin des années 1920, à une certaine cohérence et à un certain ordre. Fort de son expérience, en plein dans « l'âge de la raison et de la sagesse », et, à l'image du cycle de la vie, Georges Valois revient aux idées et projets de sa jeunesse. Il fait probablement preuve de mauvaise foi lorsqu'il affirme page 128, dans la sous-partie *Le problème de l'organisation, question restée sans réponse* : « **La révolution faite, comment fait-on marcher les usines ? Pendant quinze ans, j'ai posé la question à mes camarades syndicalistes et socialistes (...). Je n'ai jamais entendu de réponse** ». Mais la boucle est bouclée. Valois a trouvé des réponses au fil du temps, et il s'est fait une raison. Il sait ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas, ce qui est trompeur, menteur, qui est l'ennemi. L'heure n'est plus aux hésitations ou aux tentatives idéalistes, il sait ce qu'il y a à faire et comment le faire. Il y a là une certaine force, car il arrive à la même conclusion, certes tardivement et par la pratique, que celle à laquelle d'autres étaient déjà arrivés. Mais toute la leçon de son parcours atypique est là. L'aboutissement socialiste et antifasciste d'un ancien royaliste et fasciste, l'aboutissement révolutionnaire d'un ancien réactionnaire, l'aboutissement syndicaliste d'un ancien corporatiste, l'aboutissement internationaliste d'un ancien nationaliste, prouvent qu'il existe une certaine vérité en politique et qu'il l'a trouvée.

Par cette vérité, Georges Valois répond à ce que nombre de penseurs de droite et d'extrême-droite peuvent affirmer encore aujourd'hui sur le socialisme : « **Contrairement à ce que tant d'hommes ignorants croient et propagent, la société socialiste ne construit pas un État économique où tout serait subordonné aux nécessités de la production. Dans la société socialiste, l'économie est subordonnée aux nécessités de la vie. On ne fait pas du citoyen une machine à produire. On veut développer chez chaque être humain l'aptitude à la vie et à la connaissance** » (p.186).

Le plus intéressant là-dedans, c'est que le point de vue de ces « hommes ignorants » que Valois accuse en 1935, est le même point de vue que ce dernier pouvait avoir lorsqu'il rejoignait *l'Action Française* vingt-cinq ans plus tôt. C'est la raison et la logique, par la confrontation des faits et la quête de la vérité, qui font (re)basculer Valois dans le camp de la révolution prolétarienne. Mais ce basculement n'aurait pas été possible si Valois n'avait pas été un homme de valeurs et de principes, c'est-à-dire capable de reconnaître et d'apprendre de ses erreurs.

Si faire de la politique c'est « agir selon des idées », alors les idéologies et les « camps » politiques ne sont que des constructions de pensées basées sur des mythes, comme les religions. La vérité que Georges Valois a fini par trouver, c'est que l'État-Nation est aussi basé sur ces mythes, sur l'idéalisme, alors que la lutte des classes est basée sur des faits, sur le matérialisme. Le principe de justice étant également basée sur des faits, Valois a choisi définitivement son camp. Au-delà des points de vue, des interprétations et des idées, l'aboutissement quasi-pragmatique de Georges Valois au syndicalisme révolutionnaire prouve l'existence de cette vérité politique. C'est là, la meilleure des conclusions pour une vie.

Mathieu ROUGIER

Ouvrier, militant CGT et CSR

Avril 2020